

Foire aux questions

La création d'une infrastructure de données pancanadienne pour améliorer le recrutement et le maintien en poste d'enseignants dans les écoles de langue française en contexte minoritaire et les programmes de français langue seconde



Pourquoi ce projet?

Au cours des dernières années, les systèmes scolaires, directions générales, associations professionnelles et institutions ont reconnu l'importance d'aborder la **pénurie d'enseignants de francophones et de langue seconde et les défis liés à leur recrutement et leur maintien en poste**. Cette pénurie se réfère aux enseignants de langue française en contexte minoritaire et aux enseignants de programmes d'immersion française et de français langue seconde (FLS) dans l'ensemble des provinces et des territoires du Canada. Bien que divers secteurs (provinces/territoires, gouvernements, systèmes scolaires et autorités régionales) aient recueilli des informations de façon indépendante en vue d'étudier ces enjeux, un **manque d'infrastructures de données exactes** subsiste à l'appui de stratégies cohérentes et rentables de recrutement et de maintien en poste d'enseignants à l'échelle locale.

Que proposons-nous?

Une initiative de collecte d'information grâce à la création d'une banque de données évolutive, pancanadienne pour recueillir et abriter les données relatives à la pénurie d'enseignants de langue française en contexte minoritaire et en langue seconde, à leur recrutement et à leur maintien en poste.

Quels sont les partenaires-clés?

L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires (ACCS) et la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), en collaboration avec l'Association canadienne des gestionnaires de commissions scolaires (ACGCS) et le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE), ont formé équipe pour réaliser ce projet.

Quels sont les objectifs du projet?

- Créer des partenariats avec les groupes, organisations et personnes-clés des secteurs francophone minoritaire et anglophone pour veiller à ce que l'initiative réponde aux besoins des autorités et des systèmes scolaires.
- Impliquer directement les administrateurs scolaires et de systèmes.
- Accroître l'engagement/l'acceptation des partenaires et promouvoir le concept de la valeur commune de créer une approche stratégique pancanadienne à la collecte d'information, à la conception d'infrastructures de données et au partage des données existantes.
- Travailler en collaboration avec d'autres initiatives (sur la pénurie d'enseignants de français) afin de mieux comprendre le travail et les recherches déjà effectués par d'autres groupes.
- Éviter la duplication des efforts, la redondance et la surcharge de nos systèmes.
- Bâtir des infrastructures nationales de données.
- Présenter à Patrimoine canadien un rapport de suivi et des recommandations.

Our Partners – Nos partenaires

Funded by the
Government
of Canada

Financé par le
gouvernement
du Canada

Canada



Quel est l'échéancier?

- **Volet 1 : du 4 janvier au 31 juillet 2021**
 - Nouer des relations; sensibilisation; analyse de l'environnement, promotion de l'acceptation des intervenants, conception de la base de données.
- **Volet 2 : du 1 août au 31 décembre 2021**
 - Collecte des données; les systèmes scolaires partagent leurs données; nous analysons les données des répondants et poursuivons la communication avec les intervenants.
- **Volet 3 : du 4 janvier au 31 mars 2022**
 - Compilation des données; publication des résultats, du rapport et des recommandations.

Pourquoi y participer? Qui en profitera?

- Possibilité d'un soutien financier fédéral accru pour appuyer les efforts de recrutement d'enseignants et mieux remédier à la pénurie d'enseignants de français.
- Présentation d'une version plus unifiée des défis et des pratiques prometteuses de nos systèmes scolaires canadiens.
- Sensibilisation et compréhension des gouvernements accrues par rapport aux défis qui confrontent les systèmes scolaires.
- Les gouvernements s'engagent à prendre de meilleures décisions en matière d'affectation de fonds destinés à l'enseignement en français dans les milieux linguistiques minoritaires et les programmes de français langue seconde.
- Les infrastructures de données, qui permettent de surveiller les changements et de tenir les renseignements à jour à l'échelle nationale, offrent un fort potentiel de croissance dans les années à venir.
- Un dialogue ouvert est favorisé entre les ministères, les systèmes scolaires, les associations professionnelles et les régions en vue de relever les défis.
- Les intervenants en français langue minoritaire et langue seconde collaborent à des projets futurs.
- Les intervenants sont sensibilisés aux enjeux liés au taux de mobilité des enseignants, au nombre moyen de postes vacants à combler, au nombre de nouveaux postes créés, au taux de maintien en poste des enseignants dans les systèmes scolaires, au taux d'attrition et au taux de remplacement des enseignants de français dans une province ou un territoire donné.
- Les infrastructures de données servent de tremplin à l'élaboration de politiques, de stratégies et de solutions.
- Nous explorons la possibilité d'un partage des ressources.
- Nous réagissons de façon plus collaborative à la pénurie d'enseignants de FLM et FLS aux niveaux provincial et local.
- L'accès aux programmes postsecondaires est soutenu et encouragé grâce à ce cadre global.
- Les institutions postsecondaires sont mieux outillées pour adapter leurs programmes afin de faire face aux défis et aux besoins croissants des systèmes scolaires partout au Canada.
- Le réseau d'intervenants concernés est élargi.
- Les systèmes scolaires ont un accès plus direct au financement fédéral destiné à des initiatives connexes.
- Les enseignants jouissent d'une mobilité accrue entre les provinces et les territoires.
- Les parents, les systèmes scolaires et les élèves profitent d'un meilleur accès à des programmes adéquats, à des enseignants de français qualifiés et à des fonds supplémentaires pour relever ces défis.

Our Partners – Nos partenaires

Funded by the
Government
of Canada

Financé par le
gouvernement
du Canada

Canada

